



La pression, il vaut mieux la boire que la subir. Desproges

semaine 16 - 2018

Du 16 au 22/4

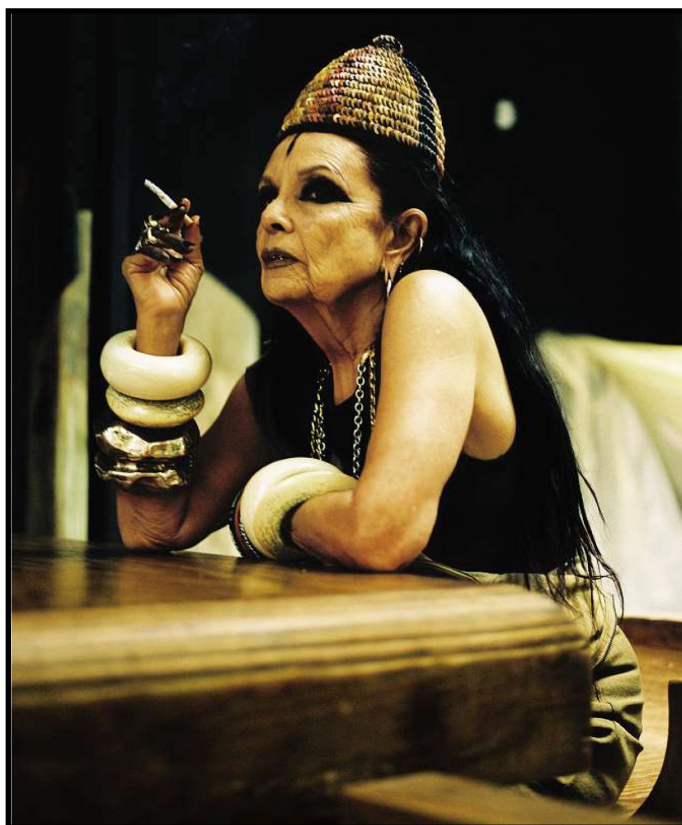
*Nous sommes venus apporter le salut
de La France insoumise à la
Commune libre de Tolbiac*
Eric Coquerel, député LFI

*J'ai un caractère entier qui n'est pas
disponible pour la discussion
courtoise*
Olivier de Kersauson, navigateur

*L'Europe ne doit pas céder aux
souverainetés autoritaires*
Emmanuel Macron

*À bien des égards, c'est ridicule ou
exagéré, mais il est évident que
Bruxelles, par son attitude
méprisante à l'égard des «fascistes»
polonais ou hongrois, alimente la
crispation.*
Ziemowit Szczerek, journaliste
polonais

*Il y a quelques années, toutes les
femmes catholiques portaient un voile*
Christophe Castaner, patron de LREM



Politique

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont procédé à des tirs de missiles sur des sites proches de Damas et de Homs. Le ministère russe de la Défense a indiqué que plus de cent missiles avaient été lancées en Syrie mais qu'un «nombre significatif» d'entre eux avaient été interceptés. Selon cette même source, la base aérienne syrienne de Doumair, à l'est de Damas, aurait intercepté la totalité des douze missiles qui la visaient. Intox ?

De fait, aucun des missiles alliés n'a pris pour cible les deux bases russes en Syrie de Tartous et Hmeimim, a ajouté Moscou, confirmant les déclarations alliées selon lesquelles les installations russes et leurs hommes ont été épargnés. L'ambassade russe à Damas n'a pas été visée et son personnel n'a pas été blessé.

Des tirs de roquettes, des assaillants déguisés en Casques bleus montés à bord de véhicules piégés, des échanges de coups de feu : les camps de la mission onusienne Minusma et de la force française Barkhane à Tombouctou ont été la cible, samedi 14/4, d'une attaque qui a fait au moins un mort et une vingtaine de blessés. Parmi eux, au moins sept soldats français. Tous ont été hospitalisés à Gao.

Les députés de La France insoumise multiplient les déplacements dans les facultés bloquées à Lille, Nanterre, Rennes, etc. Au sein du groupe parlementaire, le mot d'ordre est de se démultiplier entre deux séances à l'Assemblée pour rencontrer les étudiants grévistes.

Tous sont sous l'œil attentif du « *porte-parole jeunesse* » de La France insoumise, David Guiraud. À 25 ans, le collaborateur parlementaire d'Éric Coquerel - qui n'est quant à lui plus étudiant - est chargé de faire le lien entre les jeunes grévistes et le groupe parlementaire. On est en 2018, pas en Mai 68, coco !

Christine Boutin a signé « L'Appel d'Angers pour l'unité de la droite ». Dans ce bazar on trouve pêle-mêle, Robert Ménard et sa femme, Thierry Mariani (encore LR), Pascal Ganat (CR Pays-de-la-Loire), Karim Ouchikh, président du Siel, Jean-Frédéric Poisson, Charles Millon, Jacques Bompard, Hervé de Lépinau, proche de Marion Maréchal Le Pen, Bruno North (CNIP) et le RPF Christian Vanneste. Bon, c'est pas encore Ici Londres !

La CFDT fonctions publiques a annoncé qu'elle se joignait à l'appel à la mobilisation des fonctionnaires pour le 22 mai prochain lancé par sept syndicats (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC, FA-FF) contre la réforme prévue par le gouvernement. Seule l'Unsa ne se joindra pas au cortège.

Edouard Balladur, 88 ans, a encore toute sa tête. Il s'insurge contre la célébration de Mai 68 expression d'un anarchisme irresponsable. « *Mai 68 a durablement marqué les mentalités, les mœurs, a conduit à un égalitarisme quasi obsessionnel. Ce qui a plu c'est : "Il est interdit d'interdire" ; voilà ce qui a séduit, c'est la meilleure définition de l'ultralibéralisme* », ajoute M. Balladur.

On se marre. Nouvelle arme de destruction massive : priver Bachar al-Assad de sa Légion d'honneur. L'homme fort de Damas avait été élevé au rang de grand-croix de la Légion d'honneur, le plus haut grade de l'ordre, par Jacques Chirac, en 2001. Agé de 36 ans, il venait de succéder à son père Hafez, mort l'année précédente.

On se marre... pas du tout. Le missile de croisière naval (MdCN), dont la mise en œuvre avait été confiée en 2016 par le ministère des armées au missilier MBDA pour rivaliser avec le *Tomahawk* américain et le *Kalibr* russe, vient de connaître des débuts difficiles.

Des incidents inexpliqués se sont produits au large de la Syrie, lors de l'intervention menée par Paris. La première frégate multi-mission (FREMM) de Naval Group qui devait intervenir n'a pas été *L'Aquitaine*, comme cela était prévu initialement. Au moment décisif, cette dernière a été dans l'incapacité de faire partir ses missiles.

Sa doublure, *L'Auvergne*, n'a pas pu non plus y aller de sa rafale. C'est finalement la FREMM de réserve *Le Languedoc* qui a fait parler la poudre de son booster. En fin de compte, ce sont seulement trois de la dizaine de missiles disponibles en mer qui ont été effectivement lancés. Poutine peut dormir peinard !

L'autre imbécile de Premier ministre canadien, Justin Trudeau, invité par l'Assemblée nationale, a débité son lot de stupidités sur l'air de « *Amis français, les Canadiens vous tendent la main. Ayons l'audace de bâtir ensemble un monde plus progressiste, plus diversifié, plus vert, plus inclusif, plus ouvert, plus démocratique* ». Et de préciser que « *là où le populisme se répand, la démocratie recule* ».

L'ex-président de la Licra, Alain Jakubowicz, n'a pas apprécié la prise de position du FN, qui réclame au président Macron des preuves de l'usage présumé d'armes chimiques par la Syrie. « *Ca me fait penser aux négationnistes qui demandent la preuve de l'existence des chambres à gaz* », écrit-il sur Twitter. Décidément, c'est obsessionnel.

Les membres du Sénat coutumier kanak de Nouvelle-Calédonie souhaitent que lors de sa visite, prévue du 2 au 5 mai, le président de la République Emmanuel Macron qualifie de « crime contre l'humanité » la période la plus violente de la colonisation, entre 1853 et 1925, et « reconnaisse la légitimité des chefferies kanak ».

Elysée

Si l'intervention du chef de l'Etat à la télé a réuni plus de 6 millions de téléspectateurs, Macron n'a pas réussi pour autant à changer les perceptions des Français sur les sujets chauds comme les retraites, la SNCF ou la limitation de la vitesse à 80 km/h.

Les résultats du sondage montrent à quel point les Français font crédit au chef de l'Etat de vouloir réformer et d'y mettre l'énergie nécessaire au quotidien. Mais les options choisies restent clivantes et accentuent certaines perceptions peu flatteuses concernant le caractère d'Emmanuel Macron.

Ancré dans sa logique libérale, interrogé par deux branquignols du système médiatique, Edwy Plenel, de *Mediapart*, et Jean-Claude Bourdin, de *BFMTV-RMC*, Macron, dimanche 15/4 a coché toutes les cases de son programme de réformes sans reculer d'un iota.

Ne reste, au final, qu'un exercice de punching ball linguistique entre le chef de l'Etat et deux journalistes où les vraies questions n'ont pas été abordées : va-t-on rester à la botte des Américains encore longtemps comme en témoigne l'aventure syrienne, l'éradication musclée du djihadisme et de l'immigration, la réforme de l'Europe, le libéralisme destructeur de nos identités, etc., etc.

De l'aventure syrienne, on reste baba quand on entend les propos tenus par le chef de l'Etat sur les tirs de missiles : *« Au dire des autorités russes et syriennes, il n'y a eu aucune victime. C'est exactement ce que nous voulions »* ! Pourquoi tirer, alors ? Macron s'est montré, par ailleurs, très évasif sur les soi-disant armes chimiques.

L'Élysée va ouvrir une boutique, pour l'instant seulement en ligne, afin de vendre des objets et des accessoires de bureau à l'effigie de la présidence de la République, sur le modèle de celles de la Maison-Blanche ou de l'Assemblée nationale. Les bénéfices retirés de la vente seront affectés aux travaux de rénovation du Palais.

Emmanuel Macron s'exprimait, mardi 17/4, devant le Parlement européen. Outre des propos sur l'urgence de l'Union, il a proposé *« de créer un programme européen qui soutienne directement financièrement les collectivités locales qui accueillent et intègrent les réfugiés. »*

Il est revenu sur son idée de créer un ministère européen des Finances et doit rencontrer Angela Merkel sur le sujet. Sauf que ses partisans ont pris leur distance avec les projets de réforme portés par le président français.

Un des aspects passé inaperçu du discours de Macron devant les évêques concerne l'islam. Objectif : préparer l'opinion au grand chantier de l'islam de France qui mobilise les « préfets » de l'Elysée : Patrick Strzoda et Hakim El Karoui pressenti pour être le « monsieur islam » du président. On craint le pire ! L'islam est-il soluble dans la République ? On en doute.

Le président de la République, Emmanuel Macron, s'envolera mardi 24/4 prochain pour la première visite d'Etat d'un chef d'Etat étranger aux Etats-Unis depuis l'accession de M. Donald Trump à la Maison-Blanche. Il sera accompagné d'une importante délégation. Histoire de renouveler l'allégeance ?

Gouvernement

Elisabeth Borne, ministre des Transports – et polytechnicienne – est trop techno, voire austère, au point d'être surnommée Elisabeth Bornée. On comprend mieux pourquoi les relations avec les syndicats sont tendues. *« Elle connaît ses dossiers, mais elle est rigide. Pas moyen de la faire bouger d'une ligne. Comment voulez-vous négocier dans ces conditions ? »* peste un syndicaliste.

« Si les syndicats souhaitent négocier avec Edouard Philippe ou Emmanuel Macron, je leur souhaite du plaisir. A côté d'eux, Elisabeth Borne est une tendre », renchérit un conseiller ministériel. Pour ne rien arranger, *« le gouvernement joue sa crédibilité sur la SNCF. Elle n'est pas laissée en liberté par Matignon et l'Elysée »*, constate un proche du Premier ministre.

La ministre des Solidarités et de la Santé Agnès Buzyn s'est déclarée sur RMC favorable au maintien du remboursement de l'homéopathie. *« C'est probablement un effet placebo. Si ça peut éviter d'utiliser des médicaments toxiques, quelque part je pense que nous y gagnons collectivement. »*

Encore loin du compte, Gérard Collomb a avancé devant la commission des lois de l'Assemblée nationale pour justifier son projet de loi sur l'immigration que *« certaines régions sont en train de se déconstruire parce qu'elles sont submergées par les flux de*

demandeurs d'asile», a-t-il expliqué, avant de craindre que, «si nous restons sans réaction, ce sont quelques centaines de milliers de personnes qu'il nous faudrait accueillir chaque année en France ». Collomb, encore un effort !

Pour équiper la police et la gendarmerie, le choix de la Place Beauvau s'est arrêté sur les caméras de surveillance du chinois Hikvision, société bannie de plusieurs marchés publics aux Etats-Unis. Et ce via la société Allwan Security, basée à Angers pour un montant de 2,4 millions d'euros.

Institutions

Les dotations de l'Etat aux communes pour 2018 ont baissé pour au moins 16 000 d'entre elles, souligne l'Association des maires de France, qui a contesté les déclarations d'Emmanuel Macron jeudi sur TF 1, selon lesquelles elles ont été maintenues.

Régis Juanico, député socialiste de la Loire, ne cache pas qu'il est bluffé par les députés La République en marche : *« Ils apprennent vite et, à part une petite poignée d'entre eux qui ne sont pas faits pour la politique et qui ne se représenteront pas, il y a de vraies révélations. Au début, ils ont pu paraître naïfs, mais ils apportent de nouvelles idées, ont une certaine fraîcheur »*. Dont le matheux Cédric Villani est l'illustration.

L'avocat et écrivain François Sureau, 60 ans, aurait les faveurs de l'Elysée pour prendre le poste stratégique d'ambassadeur près du Saint Siège à Rome. La nomination d'un ambassadeur dans la prestigieuse villa Bonaparte est toujours complexe, car Rome est une source de renseignements géopolitiques incomparables. Et un bon catho est préférable.

Seuls les anciens chefs de l'État ayant siégé les deux dernières années au Conseil constitutionnel resteront membres de droit – ce qui exclut de facto Chirac, Sarkozy et Hollande. La décision a été prise après consultation de Laurent Fabius, actuel président de l'institution, qui militait depuis longtemps pour l'exclusion des « ex ». Sauf Valéry Giscard d'Estaing, sauvé des eaux par son assiduité ... et la protection de Macron.

Valérie Pécresse, présidente de la région Ile-de-France, vient d'adhérer à Global Deal. Cette initiative internationale lancée en 2016 par la Suède, l'OIT et l'OCDE vise à encourager gouvernements, entreprises et syndicats à lutter contre les inégalités, à promouvoir une mondialisation plus équitable.

Le Conseil constitutionnel a annulé l'élection de Sébastien Leroux en qualité de sénateur (LR) de l'Orne au motif de son inéligibilité à la date du scrutin. Et donne ainsi raison aux deux plaignants, le candidat LREM Jean-Marie Vercruysse et sa suppléante Hélène Obissier. Rebelote.

Le projet de loi asile et immigration concoctée par Gérard Collomb débattu toute la semaine par l'Assemblée se voit déjà affublé de 1000 amendements dont 200 déposés par les députés LREM. La plus grande opposition à ce texte vient des ex-socialistes passés chez Macron. Les centristes ont déposés, quant à eux, une quinzaine d'amendements. Et Richard Ferrand a menacé d'exclure du groupe ceux qui voteraient contre.

La réforme de la SNCF a été votée en première lecture à l'Assemblée Nationale. À une écrasante majorité. 454 voix, dont celles des députés LR, contre 80. Mais la grève continue. Et pour l'instant, les syndicats ne faiblissent pas même si la mobilisation s'étiole.

Divers

Trop mou le camarade Jean-Claude Mailly, encore patron du syndicat ouvrier FO. Son remplaçant et unique candidat par ailleurs, Pascal Pavageau, est monté au créneau pour signifier qu'il était du côté des travailleurs et donc qu'il soutenait les cheminots. Il y a quelques jours, Jean- Claude Mailly avait déclaré que les cheminots FO ne représentaient pas grand-chose au sein de la SNCF.

Richard Trinquier, maire de Wissous, mis en examen pour avoir voulu virer des Roms de sa commune, n'est autre que le fils de l'illustre colonel Trinquier, héros de la guerre d'Indochine, second du général Massu et qui succéda à Bigeard au 3^e RPC. Il est aussi l'auteur d'un grand classique, *La Guerre moderne*, étudié dans toutes les écoles militaires... américaines.

Pour éviter toute accusation de conflit d'intérêts, l'Elysée a décidé de ne pas reconduire le docteur Yves Lévy, mari de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, à son poste de Pdg de l'Inserm.

La Direction du renseignement militaire rencontre des difficultés pour recruter des linguistes spécialisés dans les langues rares en vue de décrypter des communications au Moyen-Orient et dans la région du Sahel où existent de nombreux dialectes des langues berbères. Un problème déjà rencontré par la DGSE.

L'ancienne ministre écologiste, Dominique Voynet, inspectrice générale des Affaires sociales, a été missionnée par Matignon pour réfléchir à la « coopération sanitaire » en Guyane et à Mayotte, à la possibilité de statut extraterritorial pour les hôpitaux de ces territoires et de redéfini la coopération sanitaire dans un contexte de forte pression migratoire. Voynet est-elle la bonne personne pour un tel job ?

«Une page se tourne après douze belles années de vie commune.» L'ancien Premier ministre Manuel Valls, 55 ans, vient d'annoncer à *Paris Match* qu'il est séparé de sa femme, la violoniste Anne Gravoisin. Ils s'étaient mariés en 2010. Il est déjà à la colle avec une députée LREM, Olivia Grégoire, 39 ans. Ah, le démon de midi !

Tambouille macronésienne

Projet de loi Asile et immigration. Matthieu Orphelin, député LREM du Maine-et-Loire, proche de Nicolas Hulot, a publié un communiqué — une première depuis le début de la législature — au titre claquant : « *Pourquoi je ne pourrai pas voter pour* ».

Richard Ferrand, patron du goupe à l'Assemblée, est monté au créneau : « *Quand on n'a pas réussi à convaincre en réunion de groupe, on n'a pas réussi... Sinon, on devient autoentrepreneur, c'est-à-dire non inscrit !* » Comprenez : les débats internes, oui, mais une fois le compromis trouvé, on respecte la discipline de groupe ou... on le quitte.

Des élus LREM inquiets de l'évolution vers la droite de l'exécutif, estiment nécessaire de bâtir un pôle sur la gauche de LREM afin de bloquer d'éventuels retours de certains vers le PS. François-Michel Lambert, député des Bouches-du-Rhône, veut, pour sa part, développer un pôle positionné sur l'écologie progressiste.

Notre mathématicien, élu député, Cédric Villani, semble bien s'intéresser de plus en plus à la politique politicarde. Dans sa circonscription, il a fait établir la liste des maires qui le soutiennent et cherchent des candidats à opposer à ceux qui ne le soutiennent pas.

Droite

Dans sa réflexion sur les questions européennes, objet d'un conseil national de LR le 30 juin, Laurent Wauquiez a notamment reçu en tête à tête l'économiste Christian Saint-Étienne, auteur d'*Osons l'Europe des nations* (L'Observatoire), dans lequel il presse la France d'agir pour sauver l'UE d'un échec selon lui désormais certain.

Laurent Wauquiez a taclé Macron : « *« Je ne crois pas à l'utilité de frappes punitives. Frapper pour frapper, pour donner le sentiment de faire quelque chose, sans qu'il y ait une quelconque stratégie derrière, je n'en comprends ni l'utilité ni le sens »*. On partage.

Alors que les Républicains organisent une convention thématique intitulée «Comment réduire l'immigration», Laurent Wauquiez a proposé, sur RTL, l'organisation d'un référendum sur l'immigration, car selon lui « *jamais l'immigration n'a été aussi élevée. Je veux que les Français puissent avoir un choix.* » Aucun gouvernement ne prendra ce risque vu qu'il connaît la réponse.

Laurent Wauquiez est également revenu sur sa proposition de revoir le droit du sol dans la lignée de ce qu'il avait suggéré à Mayotte : un enfant né en France de parents entrés illégalement dans le territoire national ne pourrait obtenir automatiquement la nationalité française et pareillement pour un délinquant condamné à une peine de prison.

Une fois de plus, à Paris, les élus s'étripent. Marie-Laure Harel, patronne des Parisiens progressistes, constructifs et indépendants, a rejoint LREM. Thierry Odent, Patrick Trémège et Christian Saint-Etienne sont tentés de rejoindre l'UDI ou LREM. Philippe Dominati, LR, consulte pour présenter une liste.

Jean Lassalle a lancé son mouvement, Résistons ! Ils étaient quelques militants venus de toute la France pour assister à cette naissance, Céline Alleaume, fille et petite-fille de paysans saintongeais, son conseiller politique Benoît Cazerès, maire de Selonnet (Alpes-de-Haute-Provence), Guillaume Dherrisard, directeur général du think-tank Sols et Civilisation... On attend de savoir à quoi Lassalle veut résister.

Gauche

Au parti socialiste la gouvernance a subi une cure d'amaigrissement. Le secrétariat national est composé de 24 membres à parité homme/femme. Comme porte-parole, Boris Vallaud, 42 ans, et Gabrielle Siry, 32 ans. La n°2 du parti est Corinne Narasiguin, 43 ans.

Les mecs sont à poil mais on reproduit à l'identique. Ainsi Amandine Janiaud-Vergnaud, ancienne collaboratrice de Jean-Marc Ayrault à Matignon, devient le chef de cabinet d'Olivier Faure le nouveau boss du minuscule PS. Il est où le dir.cab et sa cohorte de missionnés, de conseillers vaudevillesques, etc ?

Le nouveau siège du parti socialiste serait délocalisé en proche banlieue près d'une station du RER C. Un bâtiment de 1000 m² serait retenu à Ivry-sur-Seine pour un coût estimé à 5 millions € et 200 000 € de frais d'aménagement. La vente du siège de la rue de Solférino, 45,5 millions €, permet d'effectuer une jolie plus-value.

Le secrétariat du PS comprend de nombreux proches d'Olivier Faure. Au point que les soutiens d'Emmanuel Maurel et de Luc Carvounas sont en train de se barrer chez Génération.s et que les proches de Stéphane Le Foll lorgnent de plus en plus vers LREM.

Société

20% de grévistes à la SNCF mercredi 18/4 (contre 34% le 03/04, premier jour du mouvement), le recul de la mobilisation est patent... et incontesté : la CFDT concède une « *légère baisse* » et même Sud Rail reconnaît « *un coup de fatigue* ». Reste qu'avec 15% de grévistes les syndicats assurent être en mesure de paralyser 1 train sur 3.

Qu'en est-il de la loi de « *lutte contre le système prostitutionnel* » du 13 avril 2016 ? Dans les faits, seuls 2 363 procès verbaux ont été dressés sur toute la France, dont près de la moitié dans la capitale, avec, à la clé, des amendes dont le montant dépasse rarement les 300 €. Allez, tous aux putes !

« *Des personnes qui n'ont, pour la plupart, aucun lien avec la sphère éducative.* » Voilà comment une note du renseignement territorial décrit les bloqueurs qui perturbent la vie de certaines universités françaises depuis trois semaines.

Les analystes du ministère de l'Intérieur l'affirment : ces jusqu'au-boutistes sont « *influencés, voire noyautés par des militants de la mouvance contestataire d'ultra gauche qui, dans 11 des 15 facultés bloquées, monopolisent le mouvement* ».

Pas banal. Les Meilleur ouvriers de France se rebiffent contre le Comité d'organisation du travail-MOF chargé d'organiser le concours, au motif que ce comité tend à banaliser un titre qui a toujours eu pour vocation de promouvoir l'excellence. Ils sont 3700 à avoir rejoint le groupe des « 100 MOF en colère ».

Selon Christian Janier, MOF fromager affineur à Lyon, à l'origine de cette initiative « *Ils veulent avoir 3000 ou 4000 MOF par concours, contre 250 à 350 dans les anciennes promotions ! On veut donc faire comme avec le bac, le donner à tout le monde? (...) Et surtout, ils ont choisi comme partenaire une grande enseigne généraliste de la distribution alimentaire. Imaginez-vous la tête des artisans fromagers rentrant dans une salle et voyant le nom de cette enseigne, des gens contre qui ils se battent en permanence, parce qu'ils n'ont pas nos valeurs !* »

L'armée de terre a lancé l'an dernier plus de 1 500 procédures pour désertion, aboutissant à près de 900 cas avérés, un chiffre stable par rapport à 2016. Le porte-parole de l'armée de terre confirme avoir enregistré 893 cas avérés de désertions en 2017. Les peines sont en général assorties de sursis.

Notre-Dame-des-Landes. Le gouvernement a commis une erreur d'interprétation sur la détermination des zadistes estime la fondation Fondapol. Il est parti de l'hypothèse que les zadistes s'en iraient très vite. Or, leur objectif est désormais de « *mettre en place une*

alternative dans ces zones qu'ils considèrent comme "libérées" ». Sociologiquement, « il y a tous les éléments pour que cela se poursuive ».

Faits divers

De mieux en mieux. A Lyon, l'immeuble de la police nommé le Gourveneur, situé dans le 3^e arrondissement, a fait l'objet de tirs par balles. D'abord un bureau du 4^e étage, puis au 2^e côté salle de repos puis un véhicule de police stationné aux abords du bâtiment.

Le reliquaire du cœur de l'ancienne reine de France, Anne de Bretagne, d'une valeur inestimable, a été dérobé dans la nuit de vendredi à samedi 14/4 au musée Dobrée, à Nantes, ville natale de la souveraine morte en 1514. Le conseil départemental, qui craint que l'or du précieux écrin ne soit fondu, a déposé plainte.

Alors que l'affaire de l'héritage de Johnny Hallyday brise une famille depuis plusieurs semaines, les avocats des deux partis sont eux aussi en première ligne. L'avocat de Laeticia Hallyday, Me Ardavan Amir-Aslani a reçu de nombreuses lettres d'insultes depuis l'ouverture de ce procès. Une pure affaire de gros sous ! Tous veulent le magot Hallyday.

Dans la cellule d'un homme incarcéré à Fleury-Mérogis, les surveillants ont découvert 56 téléphones et objets connectés dont 17 Iphone et autant de chargeurs. A la revente en prison, ce butin est estimé à plusieurs milliers d'euros. Cela laisse présager de l'économie souterraine implantée à Fleury !

Avec la venue du saoudien Ben Slimane à Paris, tout l'hôtel Georges V a été réquisitionné pour loger les chameliers qui accompagnaient le prince, restaurants compris. Et pour cause, l'hôtel appartient au saoudien Al-Walid ben Talal, enchristé par Ben Slimane et relâché contre une rançon d'un milliard de dollars.

Immigration

Après l'occupation sauvage des ZAD et de la moitié des universités, c'est la gare de Briançon (Hautes-Alpes) qui a subi le même sort, cette fois à l'initiative d'associations d'aide aux migrants tel Le Refuge solidaire.

Une centaine d'Africains ayant débarqué le 7 avril dans la commune en provenance d'Italie, les assocés ont tout bonnement réquisitionné la gare SNCF et y ont installé matelas et vivres « afin de mettre à l'abri ces exilés.

La communauté Jesuit Refugee Service (JRS) - service des jésuites aux réfugiés – est une organisation mondiale de soutien aux migrants et qui est présente dans 40 villes de France. Elle a mis au point le réseau Welcome, grâce auquel des familles françaises accueillent pour un temps limité des demandeurs d'asile isolés.

De son côté, l'association Forum Réfugiés constate que depuis 2016 les demandes ont augmentés de 116% dans les plateformes d'accueil de Lyon Saint-Etienne et Bourg-en-Bresse. Lyon et sa région sont devenus le troisième pôle d'attraction des réfugiés en France, derrière Paris et la Seine-Saint-Denis.

« En cinq ans, précise le représentant de l'État, sur le Grand Lyon, les places d'accueil pour les demandeurs d'asile ont augmenté de 64 % et celles d'hébergement d'urgence de 77 %.

Nous avons ouvert près de 16 000 places en CHRS, en hôtels et en foyers – il y en avait moins de 10 000 en 2012.»

Ecologie/ Sciences

Les pailles en plastique sont une calamité pour les océans. Selon un rapport daté de 2016, cet accessoire est le cinquième déchet le plus ramassé en bord de mer. Quand elles ne s'échouent pas, les pailles dérivent, se retrouvent dans les estomacs des animaux marins et des oiseaux.

Pas une journée sans qu'on découvre une nouvelle saloperie dont les produits de la grande distribution nous gratifie. On connaissait les herbicides (glyphosate), les insecticides (fipronil, tueur d'abeilles). Voici le SDHI, des fongicides destinés à éliminer les champignons et les moisissures en agriculture ou sur les pelouses. Bref et pour faire court, une saloperie qui contrarie la bonne marche de nos cellules.

Une équipe de scientifiques dirigée par le professeur John McGeehan, de l'université de Portsmouth, au Royaume-Uni, a créé par hasard une enzyme mutante qui détruit les bouteilles en plastique. A l'origine, les chercheurs souhaitaient poursuivre des expériences après la découverte, en 2016, dans une décharge japonaise, de la première bactérie qui avait naturellement évolué pour manger du plastique.

En manipulant l'enzyme produite par la bactérie, ils ont par inadvertance amélioré la molécule pour décomposer le plastique PET (polyéthylène), utilisé dans la fabrication des bouteilles en plastique et dans de nombreux emballages. Le polyéthylène est l'une des matières plastiques les plus résistantes au monde.

Incroyable mais vrai. C'est un sujet de fâcherie dans le monde des télécoms. Personne n'a intérêt à reconnaître que certains grands chantiers pour amener la fibre optique chez tous les Français accusent plusieurs mois de retard, faute de matériel et de main-d'œuvre disponible. Or, la France consomme 25 millions de kilomètres de fibre optique par an.

En 2015, pas moins de 56.021 hectares de surfaces agricoles et d'espaces naturels, soit 0,1% de la surface du territoire métropolitain, ont disparu, avalés par l'urbanisation. « Depuis 2006, la France métropolitaine a perdu 590.000 hectares », s'alarme une récente étude de l'Observatoire national de la biodiversité (ONB). Raison pour laquelle la question de l'artificialisation des sols est en tête de chapitre du plan Biodiversité de Nicolas Hulot.

Environ 30 % des coraux de la Grande Barrière sont morts. La faute à une vague de chaleur survenue entre mars et novembre 2016, premier épisode de deux années consécutives de blanchissement, rapporte une étude, qui appelle à la protection des coraux survivants, estimés à environ un milliard.

Economie

Le groupe Doux, en liquidation judiciaire, s'était vu infliger une amende de 82 millions pour ses poulets gonflés à l'eau. A cette somme vient s'ajouter la quarantaine de millions d'euros de dette cumulée par le volailler. Ce dernier avait par ailleurs été condamné à rembourser les 28 millions d'euros d'aides à l'export indûment touchés via la PAC entre 2012 et 2013.

Bref, c'est tout un modèle qui est remis en cause à base de socialisation des pertes, de dépeçage des activités, de plans sociaux et de liquidations judiciaires qui fait qu'au final c'est le contribuable qui paie l'addition. Car dans les deux projets de reprise c'est l'argent public qui est appelé à la rescousse.

Combien a coûté la vente en 2014 d'Alstom Énergie à General Electric ? Trois cents millions d'euros à Alstom et autant à GE, selon les révélations de la commission d'enquête parlementaire sur la politique industrielle qui vient de s'achever. Le groupe de Belfort avait mobilisé neuf cabinets d'avocats, une banque d'affaires et deux agences de communication.

La Société générale a la visite, en ce moment, de représentants des autorités américaines qui enquêtent sur des soupçons de violation d'embargo. La banque avait indiqué que les négociations sur le dossier du fonds libyen et l'affaire Libor étaient entrées dans une phase de discussions plus actives. US go home !

La Cour d'appel de Paris a refusé la liquidation judiciaire des sociétés de l'homme d'affaires Bernard Tapie réclamée par ses créanciers afin qu'il rembourse les 404 millions d'euros perçus en 2008 dans l'arbitrage censé solder son litige avec le Crédit Lyonnais et invalidé depuis. Si Tapie rembourse, j'me fais souteneur !

Magouille. Gérard Mestallet, 69 ans, est annoncé comme futur *senior advisor* au sein du fonds de capital investissement CVC Capital Partners, partie prenante de Neptune Energy qui a racheté les actifs Exploration & Production International (EPI) d'Engie. Or, Neptune Energy s'appuie sur le fonds américain Carlyle Group. Au sein de Neptune on trouve également le fonds souverain China Investment Corp.

L'armée française a acquis plusieurs dizaines de drones Mavic Pro fournis par le chinois DJI car ils sont bon marché. Moyennant quoi, ô scandale, le chinetoque avait accès aux données recueillies. Bref, un achat au détriment de drones français de Delair-Tech, Azur drones, Novadem, Elistair... trop chers.

Le détail qui tue. La Direction générale des finances publiques (DGFIP) a choisi la plateforme YouTube pour exposer la vidéo explicative sur le prélèvement à la source. Point important : la vidéo, obligatoire pour accéder au site et déclarer ses revenus, permet à Google de récupérer les données personnelles des utilisateurs. On en rigole encore !

Total va acheter 74% de Direct Energie. Numéro trois du marché de l'électricité et du gaz en France derrière EDF et Engie (ex-GDF Suez), Direct Energie est actuellement valorisé en Bourse à 1,45 milliard d'euros.

Culture / médias

Le 1^{er} juin le magazine VSD sera officiellement cédé pour 1 € par Prisma Media à Georges Ghosn. La direction de Prisma refuse toute négociation avec les salariés : pas de reclassement, gel de la mobilité interne, pas d'enveloppe de formation. Rock'n'roll ! Dans le projet, 12 à 16 personnes seront gardées sur 31 !

Rien ne va plus à Europe 1 où la baisse d'audience précipite la station dans le rouge. Premier concerné, et on s'en rejouit, Patrick Cohen et sa matinale. Les journalistes de la rédaction commencent à faire leurs cartons. Et pour cause, Arnaud Lagardère a décidé de faire le ménage. Et la radio déménage dans des locaux en bord de Seine dans le 15^e arrondissement.

Laurent Guimer, directeur délégué aux antennes et aux contenus de Radio France, serait démarché par Lagardère pour venir diriger Europe 1. Cet ancien de la station pourrait se laisser tenter. En interne, on estime qu'il ne serait pas en phase avec le projet présenté par la nouvelle PDG de la Maison ronde, Sibyle Veil, jugé trop budgétaire.

Le groupe Lagardère a vendu ses radios internationales et la quasi-totalité de sa presse magazine française au groupe de média tchèque Czech Media Invest. Seuls subsistent dans le giron du groupe Lagardère, Europe 1, le *Journal du dimanche* et *Paris Match*. Et il y a de fortes chances pour que Czech Media revende rapidement la partie française pour ne conserver que les medias officiant à l'Est.

Le CSA vient de nommer Marie-Christine Saragosse à la présidence de France Médias Monde, pour une durée de cinq ans à compter du lundi 23 avril 2018. La dirigeante retrouve ainsi le poste qu'elle avait dû abandonner en février 2018 en raison de l'absence de sa déclaration de patrimoine. Elle entame ainsi un troisième mandat depuis 2012.

Denis Kessler, président de Scor, la maison mère du nouveau groupe d'édition Humensis (Belin, PUF, L'Avant-scène opéra) compte développer cette entité créée en 2017. Il vient de recruter Catherine Luft qui vient d'Interforum.

Bernard Tapie ne dételle pas. il viendrait ainsi de racheter le site *le Phocéen*, spécialisé sur l'Olympique de Marseille. L'ancien président du club de football a repris la société à un entrepreneur local, Sébastien Volpe. *Le Phocéen* est de loin le premier support média consacré à l'OM et reçoit plus de 1 million de visiteurs uniques par mois.

Sept ans après avoir été déclaré «*persona non grata*» par le Festival de Cannes en raison de ses déclarations bienveillantes à l'égard d'Hitler, le cinéaste danois Lars von Trier va faire son retour sur la Croisette. Il avait déclaré : « *Je dis comprendre l'homme. Ce n'est pas vraiment un brave type, mais je compatis un peu avec lui.* »

Et de poursuivre qu'à la mort de sa mère en 1989, « *j'ai longtemps pensé que j'étais juif, j'étais très content d'être juif (...) Mais j'ai découvert que je n'étais pas juif (...) que j'étais nazi, parce que ma famille était allemande, ce qui m'a fait plaisir aussi (...) Je suis avec les juifs bien sûr, mais pas trop... parce qu'Israël fait vraiment chier* ».

M. Yves De Gaulle, conseiller référendaire honoraire à la Cour des comptes, conseiller d'Etat en service extraordinaire, petit-fils du général, a été nommé administrateur de Privinvest Médias (actionnaire majoritaire du Groupe Valmonde, editrice de *Valeurs actuelles*, *Mieux Vivre votre argent*, *La Lettre de la Bourse*).

Europe

Union européenne. La Cour de justice de l'Union européenne fait savoir, dans le cadre d'une question préjudicielle, qu'un mineur non accompagné qui devient majeur au cours de la procédure d'asile conserve son droit au regroupement familial, tout en précisant que cette demande de regroupement familial doit intervenir dans un délai raisonnable, en principe trois mois à dater du jour où le mineur concerné s'est vu reconnaître la qualité de réfugié.

La Commission européenne, via sa commissaire l'italienne Federica Mogherini, a proposé, mardi 17/4, aux Etats membres de l'Union européenne (UE) d'ouvrir les négociations pour une adhésion de l'Albanie et de la Macédoine. Plusieurs pays, dont la France, sont toutefois très réticents à tout nouvel élargissement.

Les États membres de l'UE ont accordé l'asile à 538 000 réfugiés en 2017 et plus de 60% des demandeurs ont obtenu gain de cause en Allemagne, selon l'agence Eurostat. Les Syriens représentent 33 % de ce total, qui est inférieur d'un quart à celui de 2016. Viennent ensuite les réfugiés afghans (19 %) et irakiens (12 %). Après l'Allemagne, où 325 400 demandes ont abouti, on trouve la France (40 600), l'Italie (35 100).

La Commission européenne a lancé le processus de ratification des accords commerciaux avec le Japon et Singapour, dans l'espoir de les voir entrer en vigueur dès 2019 sans devoir faire face aux difficultés rencontrées par le CETA, l'accord contesté avec le Canada.

Angleterre. Le 22 avril prochain, la reine d'Angleterre, Elisabeth II, fêtra ses 92 ans. Et le fiston, Charles, 69 ans, heureux d'avoir toujours sa maman, peut vaquer peinard à ses occupations écolos. God save the Queen !

La reine Elizabeth II a reçu pendant deux jours les chefs d'État et de gouvernement de ses anciennes colonies membres du Commonwealth au nombre de 53. Outre qu'elle préside l'association, Elisabeth est toujours chef d'État de seize d'entre eux, dont le Canada, l'Australie, les Bahamas ou la Papouasie- Nouvelle-Guinée.

La succession n'étant pas automatique, le futur roi Charles d'Angleterre pourrait ne pas hériter du rôle de sa mère à la tête de l'institution. Poussés par un vent de modernisation, certains pays plaident pour une direction délocalisée dans un État du Sud. Et à l'heure du Brexit, on comprend mieux l'intérêt attaché à l'institution.

Lord West, ex-chef d'état-major de la Navy, doute fort d'une attaque chimique syrienne contre ses opposants. *"Quel avantage y a-t-il pour son armée ?"* questionne le lord qui considère par ailleurs que les témoignages des Casques blancs et de l'OMS ne sont pas neutres.

Et le même West de poursuivre : « *J'ai subi d'énormes pressions politiques pour avoir tenté de dire que notre campagne de bombardement en Bosnie [guerre du Kosovo] conduisait à des actions injustifiables.* » So British !

Allemagne. Si la France souhaite réformer l'Union européenne pour approfondir la solidarité budgétaire entre Etats membres, la priorité allemande est l'amélioration de la gestion des flux migratoires. Berlin veut une réforme des règles en matière d'asile pour éviter un nouvel afflux de migrants comme en 2015. Macron va devoir ramer.

Italie. Le président italien, Sergio Mattarella, a demandé à la présidente du Sénat, Maria Casellati, de jouer un rôle de médiatrice pour la formation d'un nouveau gouvernement. Membre du parti de droite Forza Italia de Silvio Berlusconi, elle devra avant tout convaincre le Mouvement 5 étoiles (M5S) d'accepter de négocier avec le magnat italien. Pas gagné.

Estonie. En matière d'immigration, la présidente, Kersti Kaljulaid, déclare : « *Nous avons accepté les quotas et nous nous sommes organisés. Nous leur donnons un toit, nous scolarisons les enfants. Notre problème est de garder ces familles qui finissent par repartir s'installer en Allemagne ou en Suède, où le salaire moyen est beaucoup plus élevé que chez nous. Aujourd'hui, nous allons même en Italie pour encourager les migrants à venir en Estonie.* »

Russie. Vladimir Poutine, dans un entretien téléphonique avec Emmanuel Macron, a mis en garde son homologue français contre tout « *acte irréfléchi et dangereux* » en Syrie, qui pourrait avoir des « *conséquences imprévisibles* », après des menaces de riposte militaire des Occidentaux à une attaque chimique présumée.

Peu habitué à réagir à chaud, le président Poutine s'est contenté d'un communiqué : « *Par leurs actions, les Etats-Unis aggravent encore la catastrophe humanitaire en Syrie, apportent des souffrances à la population civile, favorisent les terroristes, qui tourmentent depuis sept ans le peuple syrien, et provoquent une nouvelle vague de réfugiés* ».

Selon le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, les frappes des États-Unis et de leurs alliés sur la Syrie, effectuées « *sous un prétexte entièrement falsifié sont une violation sévère du droit international et de la Charte de Nations Unies* ».

Selon John Helmer, correspondant australien à Moscou, le nouveau cabinet de Vladimir Poutine est un cabinet de guerre (Stavka en russe) : *Puisque l'État de Droit a été détruit à Salisbury, à Londres et à La Haye, et que la loi de la fraude a été instituée à Washington, cela ne laisse que la loi de la force pour évoluer dans le monde.* »

International

Syrie. Les militaires britanniques ou français ou hollandais qui encadrent les groupes terroristes en Syrie faisaient systématiquement l'objet d'un marchandage secret et étaient toujours rapatriés suite à de promptes négociations comme ce fut le cas des 23 militaires français capturés à Alep en 2013.

Des militaires britanniques dont des éléments du 22e bataillon des SAS (Special Air Service) ont été tués et d'autres capturés vivants aux côtés des terroristes lors de l'opération de libération de la Ghouta Orientale par l'Armée syrienne et les Spetsnaz russes. On comprend mieux Skripal ou les soi-disant armes chimiques.

Etats-Unis. A en croire James Comey, ex-patron du FBI viré par Trump, « *notre pays traverse une période dangereuse, avec un environnement politique où les faits les plus simples sont contestés, où la vérité élémentaire est mise en doute, où le mensonge est banalisé, le comportement malhonnête ignoré, excusé ou récompensé.* » Sinon, Comey n'apporte pas d'informations susceptibles de mettre Trump en danger. Son livre est un règlement de comptes.

La rencontre historique prévue entre Donald Trump et Kim Jong-un devrait avoir lieu « début juin ou avant », a annoncé hier le président américain. Il a aussi dit que les deux Corées avaient sa « bénédiction » pour « discuter de la fin de la guerre ».

Mike Pompeo, patron de la CIA et probable futur secrétaire d'Etat de Donald Trump, a effectué durant le week-end de Pâques une visite extraordinaire à Pyongyang pour rencontrer le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un.

Les principales mesures du projet de loi sur le droit d'asile et l'immigration

Du temps pour les forces de l'ordre

Ces dernières disposaient jusque-là de 16 heures pour vérifier l'identité des personnes dépourvues de papiers lors de leur interpellation. Ce délai sera porté à 24 heures afin d'éviter les libérations intempestives d'individus dangereux.

Accélérer les procédures d'asile (articles 5, 6 et 8)

C'est ce qui fait bondir les associations et les professionnels de l'asile. Tous les délais de procédure ont été diminués de manière drastique : les demandeurs d'asile n'auront plus que 90 jours au lieu de 120 pour déposer leur dossier à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). De même, ils n'auront que 15 jours pour faire appel devant la Cour nationale du droit d'asile. Un temps jugé trop court pour des personnes vulnérables souvent dépourvues de domicile fixe. Par ailleurs, pour décourager les demandeurs déboutés de faire appel, les décisions concernant les ressortissants des pays sûrs seront exécutoires sans attendre l'appel.

Augmenter le temps de rétention administrative (article 16)

C'est l'un des principaux points de friction entre le gouvernement et sa majorité. Pour donner plus de chances aux expulsions d'être effectives, les délais de rétention sont rallongés. Ils passent de 45 à 90 jours. Le but est en effet de laisser le temps aux pays de retour de délivrer les laissez-passer consulaires nécessaires à l'expulsion des personnes sans risquer des libérations impromptues, faute de respect des délais.

Protéger les mineurs (article 3)

Les mineurs isolés qui obtiendront l'asile pourront demander la « *réunification familiale* ». Cette dernière ne concernera pas seulement les parents mais aussi les fratries. De même, les enfants - fille comme garçon - menacés de mutilations sexuelles bénéficieront de l'asile ainsi que leurs parents. De quoi faire craindre à la droite l'ouverture de nouvelles filières de passeurs.

Faciliter le séjour légal (articles 1 et 2)

Le titre de séjour qui sera accordé aux demandeurs d'asile sera valable 4 ans et non plus une seule petite année. De quoi éviter les tracasseries administratives. Les députés de la majorité souhaitent que les demandeurs d'asile puissent avoir l'autorisation de travailler au bout de 6 mois et non plus au bout de 9 comme actuellement.

Sites à consulter

TVLibertés

[Guillaume Peltier s'en prend une bonne par Eric Zemmour](#)

[l'art de la guerre culturelle par François Bousquet](#)

[Richard Labévière à propos de la Syrie](#)

[intéressant débat sur la Syrie avec Mme C Galacteros](#)

[Syrie : des questions](#)

[Electricité : produire local est une fausse bonne idée](#)

[Alain de Benoist et les zadistes](#)

Journées de lecture

Le parfum des voyages, de Rudyard Kipling, 672 p., 27 €

Ce n'est pas le Kipling conteur mais le Kipling voyageur que l'on rencontre dans cet ouvrage. Outre ses pérégrinations en Inde, on retrouve l'homme au Japon et en Amérique où il nous fait part de ses sentiments tant politique que touristique.

L'avenir de l'intelligence et autres textes de Charles Maurras, 1280 p., 30 €

Cette édition ne permet de se faire une idée de Maurras que partiellement car nombre de textes sont des pages choisies. C'est une version soft et édulcorée qui vise à montrer toutes les facettes de l'homme de talent tout à la fois poète, penseur, critique littéraire, homme politique, etc. Estimation : mieux que rien

Histoire de ma vie, de Cassanova, tome 3, 1472 p..., 30 €

Poursuite et fin des mémoires de Casanova (1725-1798) dans une version non expurgée comme c'était le cas jusqu'alors. Un regard unique sur la vie de cour dans les royautés européennes au XVIIIe siècle, vu par un libertin cultivé parfaitement polyglotte et dont les mémoires ont été rédigées en français.

Mais aussi ...

Ultima Necat – Journal intime de Philippe Muray, Les Belles lettres, 578 p., 33 €

Dictionnaire du conservatisme sous la direction de Frédéric Rouillois, Olivier Dard et Christophe Boutin, Cerf , 1071 p., 30 €

Le crépuscule de la France d'en bas, Christophe Guilluy, Flammarion, Champs, 250 p., 7 €

Michea l'inactuel, par Emmanuel et Mathias Roux, Le Bord de l'eau, 220 p., 16 €

Notre ennemi, le capital, par Jean-Claude Michea, Climats, 320 p., 19 €

Un été avec Ulysse, de Sylvain Tesson, Equateurs/France Inter, 252 p., 14,50 €

Un été avec Homère ? Un été avec Tesson relisant Homère, aussi, où rien ne manque de ses obsessions : héroïsme, retour à la splendide brutalité des éléments, culte de la nature, du risque, avec coups de fouet aux progressistes et l'ombre de dieux enfin humains sous le soleil de l'Egée. Profitez-en pour relire Homère en parallèle.

Le grand guide slow food des produits du terroir français, par Cindy Chapelle, Editions Plume de carotte, 251 p., 21 €

Pour la toute première fois, voici le guide des 100 produits français labellisés Slow food, avec les coordonnées de leurs producteurs et des grands chefs qui les cuisinent, pour pouvoir les (re)découvrir, les goûter, les cuisiner... Le slow food, c'est, en un mot, arrêter de mal bouffer !

Le nouveau clivage, par Jérôme Fourquet, Editions du Cerf, 195 p., 18 €

Le géographe Christophe Guilluy oppose la France des grandes métropoles à celle de la périphérie. Le politologue britannique David Goodhart évoque un affrontement entre Anywheres et Somewheres, c'est-à-dire entre Nomades et Sédentaires. A la ligne de partage droite-gauche se substitue peu à peu un nouveau clivage fondé sur des logiques sociologiques, territoriales et ethno-culturelles. Ce nouvel ordre politique, qui traverse presque toutes les sociétés occidentales, a été théorisé de longue date, mais n'avait jamais été étudié autant en profondeur que par Jérôme Fourquet.

L'étrange suicide de l'Europe. Immigration, identité, islam, par Douglas Murray, L'Artilleur, 544 p., 23 €

Un Eric Zemmour anglais.